

## COP 21, le retour de la force

Rédigé le 18/12/2015

**Point d'orgue de quatre années de travail, la COP21 s'est conclue par un accord sur le climat accepté par 195 pays. Cet accord permet pour la première fois d'engager l'ensemble des économies mondiales dans la lutte contre le changement climatique. Au-delà des engagements des Etats, la COP21 a aussi cherché à mettre en avant les solutions portées par le secteur privé. Au cours des deux semaines, de nombreuses initiatives ont été lancées dans tous les secteurs, témoignant de la volonté des entreprises à intégrer ce mouvement.**

**En réponse à ces transformations, le secteur financier a également fait plusieurs annonces : désinvestissement des énergies les plus polluantes, investissements renforcés dans les technologies propres, innovations financières (green bond, LDN), mesure d'empreinte carbone. Les investisseurs l'ont bien compris, ils doivent adapter leurs stratégies d'investissement pour faire face à la transition en cours.**

Samedi 12 décembre 2015, 195 Etats ont réussi à se mettre d'accord sur un texte visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) mondiales. L'accord de Paris constitue l'aboutissement de quatre années de travail depuis la conférence de Durban en 2011. Après l'« échec » de Copenhague en 2009, il avait été décidé de repartir d'une feuille vierge afin d'aboutir à un accord mondial en 2015.

### Qu'apporte cet accord ?

#### *L'objectif 2°C confirmé et renforcé*

Tout d'abord, l'objectif de limiter la hausse des températures à 2°C par rapport à l'ère préindustrielle, déjà accepté par la plupart des Etats lors de la conférence de Copenhague, a été confirmé. L'accord mentionne même, fait nouveau, l'engagement des Etats à réaliser des efforts pour atteindre un objectif de 1,5°C.

#### *Des responsabilités communes mais différenciées*

Comme pour les précédents textes onusiens, l'accord de Paris continue de mentionner le principe de « responsabilités communes mais différenciées » selon le niveau de développement des pays. Si Kyoto s'était essentiellement focalisé sur les réductions d'émissions des pays développés,

l'accord de Paris réussit à obtenir un engagement de l'ensemble des pays, en particulier de la Chine qui est aujourd'hui devenue le premier émetteur mondial. Cet engagement de la Chine associé à une prise de conscience renforcée des questions climatiques de l'administration Obama a permis d'obtenir l'implication des Etats-Unis dans l'accord. L'engagement des deux plus grandes économies mondiales en complément de l'engagement historique des Etats de l'Union Européenne a permis de créer une dynamique d'entraînement du reste du monde.

#### *Des engagements volontaires*

Afin d'éviter l'écueil des précédentes négociations où les Etats ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur une définition commune des objectifs, l'approche retenue a été de laisser aux Etats la liberté de définir leur « contributions nationales volontaires » (INDC : Intended Nationally Determined Contributions).

**Tableau 1 : Exemples de contributions nationales volontaires**

Pays	Objectifs
Etats-Unis	26%-28% en dessous des niveaux de 2005 à horizon 2025
Union Européenne	Au moins 40% de réduction en 2030 vs. 1990
Chine	D'ici à 2030: - Inverser la courbe des émissions de CO <sub>2</sub> en 2030 et réaliser les meilleurs efforts pour atteindre ce plafond plus tôt - Réduire les émissions de CO <sub>2</sub> par unité de PIB de 60 % à 65 % - Atteindre 20 % d'énergie non fossile dans la consommation d'énergie primaire - Augmenter le stock de forêts d'environ 4,5 Md m <sup>3</sup> par rapport au niveau de 2005
Inde	- Réduire les émissions de CO <sub>2</sub> par unité de PIB de 33 % à 35 % d'ici à 2030 par rapport à 2005 - ~40 % de la puissance cumulée installée venant de source non fossiles d'ici à 2030 - Création de puits carbone additionnels de 2,5 à 3 Gt CO <sub>2</sub> par la plantation de forêts d'ici à 2030
Japon	Réduction de 26% d'ici à 2030 vs. 2013

Source : Mirova d'après WRI 2015

Certains observateurs ont pu regretter que ces objectifs ne soient pas contraignants. Mais ces mécanismes de sanctions apparaissent régulièrement comme un point de blocage dans les négociations. De plus, le protocole de Kyoto a montré leur faible efficacité : le Canada, n'ayant pas atteint ses objectifs de réduction, a simplement décidé de se retirer du protocole afin d'éviter de payer une amende.

Notons que les engagements soumis par les Etats s'inscrivent pour l'heure dans un scénario +3,5°C. L'atteinte de l'objectif 2°C nécessitera donc des efforts supplémentaires de la part des Etats.

### *Une revue des objectifs tous les 5 ans*

Afin de fixer un cadre pour encourager la revue à la hausse des ambitions en matière de réduction, l'accord prévoit une mise à jour des engagements tous les 5 ans, la première mise à jour étant prévue en 2020.

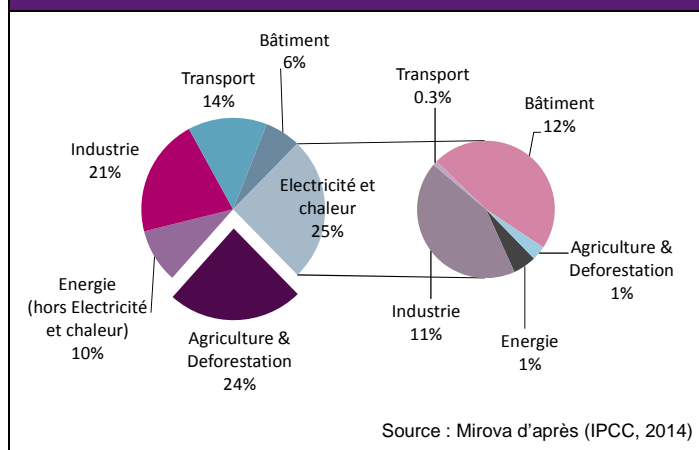
### *Des financements*

Le principe d'un fonds vert de 100 Md\$ par an d'ici 2020, présenté à Copenhague, a été confirmé. Ce fonds alimenté par les économies développées a pour vocation d'accompagner les pays en développement dans la réduction de leurs émissions et l'adaptation aux conséquences du changement climatique.

### **Une mobilisation du secteur privé...**

Au-delà de l'accord entre Etats, la COP21 a permis au secteur privé de montrer sa capacité à apporter des solutions aux défis du changement climatique. Au cours des 11 jours de négociations, les annonces se sont multipliées dans les secteurs de l'économie liés à l'énergie<sup>1</sup>.

**Figure 1 : Emissions de gaz à effet de serre par secteur 2010 (total : 49 Gt CO<sub>2</sub> eq)**



### *Energie*

En matière d'énergie, 3 initiatives majeures ont marqué la COP21 :

- L'« **Initiative Terrawatt** » vise à mobiliser 1 000 milliards de dollars pour financer la construction d'un Téra watt (1 000 GW) de capacités solaires en réponse aux annonces du premier ministre indien et du Président de la République Française de porter une coalition internationale pour développer l'énergie solaire dans les

<sup>1</sup> Voir Mirova, 2015, *Quelles technologies pour une économie bas carbone ?*

pays situés entre les tropiques du Cancer et du Capricorne.

- La « **Breakthrough Energy Coalition** », portée par Bill Gates et soutenue par 28 grands entrepreneurs, doit réunir plusieurs milliards de dollars pour financer les entreprises innovantes dans les énergies propres.
- Enfin, l'initiative **RE100** cherche à encourager les entreprises à utiliser 100 % d'électricité verte. Plus de 50 grands groupes internationaux comme Google, BMW, H&M, Kingspan ou SAP ont déjà confirmé leur participation.

### *Mobilité*

Dans le secteur des transports (~15 % des émissions de GES mondiales), de nombreux acteurs du secteur se sont engagés à favoriser l'émergence d'une mobilité bas carbone.

Des acteurs comme Tesla, Renault Nissan, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP), l'Agence Internationale de l'Energie (IEA) et d'autres représentants de la société civile ont lancé la « Paris Declaration on Electro-Mobility and Climate Change & Call to Action ». Ses signataires s'engagent à réaliser tous les efforts possibles pour atteindre **au moins 20 % du parc automobile en électrique à horizon 2030**, objectif s'inscrivant dans l'atteinte d'un scénario 2°C.

Par ailleurs, le WBCSD (World Business Council for Sustainable Development), organisme regroupant les plus grandes sociétés internationales autour des enjeux de développement durable a communiqué deux objectifs chiffrés pour le secteur :

- remplacement de 10 % des carburants fossiles avec des carburants bas carbone d'ici 2030,
- division par deux des émissions du transport routier de marchandise à horizon 2050.

### *Bâtiments*

Dans le secteur du bâtiment (~18 % des émissions de GES mondiales), même si les enjeux sont plus diffus, 60 organisations professionnelles et 18 Etats ont annoncé le lancement de la « Global Alliance for Buildings and Construction » afin d'atteindre **220 milliards de dollars investis dans l'efficacité énergétique dans le bâtiment d'ici à 2020**, soit une hausse de 50 % par rapport à 2014. Cette

alliance cherchera notamment à favoriser le dialogue entre la multitude d'acteurs, souvent locaux, du secteur.

De plus, le WBCSD a également fixé un objectif sectoriel de réduction de la consommation d'énergie des bâtiments de 50 % d'ici à 2030.

### *Industrie*

Dans le secteur industriel (~33 % des émissions de GES mondiales) les annonces ont été moins nombreuses. Le secteur ayant déjà réalisé de nombreux efforts, les potentiels de réduction sont plus limités. Signalons tout de même l'annonce des objectifs suivants :

- déploiement de 500 à 1 000 projets de captage et stockage de CO<sub>2</sub> (CCS) d'ici 2030,
- réduction des émissions du secteur chimique de 1 Gt CO<sub>2</sub> eq. par an d'ici 2030,
- réduction des émissions du ciment de 20 à 25 % en 2030 par rapport au scénario « Business as Usual ».

### *Agriculture et forêt*

Enfin, le secteur de l'agriculture (~25 % des émissions de GES mondiales) a également été mis en avant au cours de la COP avec notamment l'initiative 4/1000 visant au renforcement des stocks de carbone dans les terres agricoles et l'annonce d'un objectif de réduction des émissions du secteur d'au moins 3,7 Gt eq CO<sub>2</sub> d'ici 2030. D'autres initiatives, comme le projet de « grande muraille verte » lancé en 2007 par l'Union africaine pour freiner la dégradation des terres sahéliennes de la Mauritanie à l'Erythrée, ont été également renforcées.

## ... qui oblige le secteur financier à faire évoluer sa vision de l'économie

Prenant acte de ces évolutions dans l'économie, le secteur financier commence à adapter ses stratégies pour faire face à ces mutations. Le secteur a également profité de la COP21 pour lancer plusieurs initiatives avec des approches assez diverses allant de l'exclusion des sociétés les plus polluantes au financement renforcé de solutions en matière de transition énergétique, en passant par une meilleure mesure de leur exposition carbone.

- 100 banques et un groupe d'investisseurs représentant 4 000 Md\$ d'actifs se sont engagés à augmenter fortement les prêts destinés à l'efficacité énergétique.

- De nombreux acteurs ont affirmé leur volonté de développer le marché des green bonds pour créer un marché de 500 Md\$/an (contre 38 actuellement).
- 23 investisseurs avec 600 Md\$ d'actifs se sont associés à la Coalition pour la décarbonation des portefeuilles (PDC).
- De nombreux investisseurs représentant plus de 3 000 Md\$ d'encours se sont engagés à sortir du charbon.
- 120 investisseurs, représentant plus de 10 000 Md\$ se sont engagés à mesurer leur empreinte carbone (Montréal Carbon Pledge).
- Le programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP) a lancé un fonds destiné à des investisseurs privés dédié à la préservation et à la réhabilitation des terres (LDN)

“ Si le changement climatique devient un enjeu déterminant pour la stabilité financière, il risque d'être déjà trop tard

*Mark Carney, Gouverneur de la Bank of England et Président du FSB, Octobre 2015*

Signalons par ailleurs l'implication du Financial Stability Board (FSB), émanation du G20 en charge de renforcer la coopération dans le domaine de la supervision et de la surveillance des institutions financières. Le FSB a annoncé la création d'un groupe de travail dirigé par Michael Bloomberg pour améliorer le reporting autour du risque carbone.

## Et maintenant ?

Les acteurs ayant participé à ces initiatives, qu'il s'agisse des entreprises ou du secteur financier, ont conclu la COP21 par l'« Appel de Paris pour le climat ». A travers cet appel, le secteur privé montre qu'il est prêt à « soutenir les efforts des gouvernements pour dépasser les engagements pris pour garder le monde dans la trajectoire des 2 degrés ».

Depuis plusieurs années, de nombreux éléments permettaient de penser que la transition vers une économie bas carbone était amorcée : forte amélioration de la compétitivité des énergies renouvelables, perte de vitesse du charbon, émergences de solutions propres comme le véhicule

électrique ou les technologies de gestion intelligente du bâtiment... Avec la COP21, une nouvelle étape a été franchie.

Les transformations en cours sont lourdes et prendront encore plusieurs années avant d'inverser la tendance à la hausse des émissions. Mais l'accord de Paris fixe un cap clair : l'économie qui vient ne sera pas à l'image de l'économie des 50 dernières années portées par les énergies fossiles et la hausse des consommations d'énergie. Les investisseurs cherchent à intégrer cette nouvelle donne. Même si ces transformations n'auront pas un impact immédiat sur les performances des entreprises, le monde de la finance commence à adapter ses stratégies d'investissement pour faire face à la transition en cours.



## AVERTISSEMENT

Ce document d'information à caractère non contractuel est destiné à des clients professionnels/non professionnels au sens de la Directive MIF.

Il ne peut pas être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne peut pas être reproduit, distribué ou publié, en totalité ou en partie, sans autorisation préalable et écrite de Mirova.

Ce document est produit à titre purement indicatif. Aucune information contenue dans ce document ne saurait être interprétée comme possédant une quelconque valeur contractuelle. Mirova se réserve la possibilité de modifier les informations présentées dans ce document à tout moment et sans préavis.

Le contenu de ce document est issu de sources considérées comme fiables par Mirova. Néanmoins, Mirova ne saurait garantir la parfaite fiabilité, exhaustivité et exactitude des informations provenant notamment de sources extérieures et figurant dans ce document.

Les simulations/hypothèses sont réalisées/indiquées à titre d'exemple, elles ne constituent pas un engagement contractuel de la part de Mirova et ne sauraient engager sa responsabilité.

Les chiffres cités ont trait aux années écoulées. Les performances passées et les simulations de performances passées ou futures ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les références à un classement, un prix ou à une notation d'un fonds ne préjugent pas des résultats futurs de ce dernier.

Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale et conformément aux conventions signées par la France, Mirova exclut des fonds qu'elle gère directement, toute entreprise impliquée dans la fabrication, le commerce et le stockage de mines anti-personnel et de bombes à sous munitions.

### Mentions complémentaires :

Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de l'auteur référencé, sont à la date indiquée et sont susceptibles de changer. Il n'y a aucune garantie que les développements futurs correspondront à ceux prévus dans le présent document.

Lorsque la réglementation locale l'exige, ce document est fourni uniquement sur demande écrite.

**Aux pays francophones de l'UE**, le présent document est fourni aux Clients Professionnels par NGAM S.A. ou sa succursale sous-mentionnée. NGAM S.A. est une société de gestion luxembourgeoise qui est autorisée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, constituée conformément à la loi luxembourgeoise et immatriculée sous

le numéro B 115843. Siège social de NGAM S.A. : 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. France : NGAM Distribution (n.509 471 173 RCS Paris). Siège social : 21 quai d'Austerlitz, 75013 Paris. **En Suisse**, le présent document est fourni aux Investisseurs Qualifiés (Qualified Investors) par NGAM, Switzerland Sàrl.

Les entités susmentionnées sont des unités de développement commercial de Natixis Global Asset Management, la holding d'un ensemble divers d'entités de gestion et de distribution de placements spécialisés présentes dans le monde entier. Bien que Natixis Global Asset Management considère les informations fournies dans le présent document comme fiables, elle ne garantit pas l'exactitude, l'adéquation ou le caractère complet de ces informations.


### Mirova. Responsible investing\*

#### MIROVA

Mirova est une filiale de Natixis Asset Management  
Société anonyme au capital de 7 461 327,50 €  
Agrément AMF n° GP 02-014 - RCS Paris 394 648 216  
21 quai d'Austerlitz - 75013 Paris

#### NATIXIS ASSET MANAGEMENT

Société de gestion de portefeuille  
Société anonyme au capital de 50 434 604,76 €  
Agrément AMF n°GP 90-009 - RCS Paris 329450738  
21, quai d'Austerlitz - 75013 Paris

 **Plus d'info :**  
[www.mirova.com](http://www.mirova.com)

**Suivez-nous :**  
 @Mirova\_RI  Profil Mirova

\* Responsible investing : investir responsable